

40 millions de F_{cfa}
à gagner au BANKO mardi 25 septembre

L'œil DU Sahel
400 FCFA

Directeur de la Publication : Guibaï Gatama

Tri-hebdomadaire régional d'informations du Nord-Cameroun

N°1125 du lundi 24 septembre 2018

PRÉSIDENTIELLE 2018

Campagne électorale timide dans le Grand-Nord

Pp. 6-7



Gouvernance

Le mémorandum des jeunes du Septentrion à Paul Biya

P. 10



Contribution à la création d'une conscience nationale camerounaise

Lire la réflexion du Prof. Same Kolle, chef du département de psychologie à l'université de Douala.

P. 11



Maroua

Les véhicules CA utilisés pour la campagne de Biya

P. 6

Zanguerie/Nigeria

4 commandants de Boko Haram arrêtés par l'armée camerounaise

P. 9

Présidentielle 2018

Ndifor Frankline pris en otage par les moto-taximen

P. 7



Toute la Famille KADJI DEFOSSO dit sincèrement Merci à tous ceux qui ont manifesté leurs témoignages de sympathie et leurs affectueuses pensées suite au décès du Patriarche FU'A TOULA KADJI DEFOSSO.

Nous remercions également l'équipe gouvernementale pour son assistance, ainsi que la police camerounaise et les forces armées tous corps confondus;

Vous nous avez tous apporté un grand réconfort, qui nous aide à surmonter cette épreuve douloureuse.

A Tous, encore MERCI.

Famille KADJI DEFOSSO.



NORD. De nombreux éleveurs bradent leur bétail pour éviter les conséquences de l'épizootie.

La fièvre aphteuse menace l'élevage à Garoua

Par Séverine Djuang-Iyahbo (Stg)

Les éleveurs de la ville de Garoua font face depuis le mois de juillet à une épizootie virale qui ravage leurs troupeaux. Il s'agit de la fièvre aphteuse causée par un aphtovirus de la famille des picornaviridés. C'est une maladie virale grave pour les bétails. Celle-ci est excessivement contagieuse et entraîne des graves conséquences pour les éleveurs. On observe très souvent chez les animaux victimes de cette épizootie un retard de croissance et un amaigrissement. Cette maladie touche outre les bovins, les porcins, les ovins, les caprins et d'autres artiodactyles c'est-à-dire les animaux ayant des sabots fourchus.

Les bovins et les ovins sont actuellement les plus touchés dans la région du Nord. Quant aux méthodes de contamination, elles peuvent être directes ou indirectes. En ce qui concerne les méthodes directes, la contamination se fait non seulement au niveau de la respi-

ration, mais aussi par contact avec les liquides aphteux. Quant aux méthodes indirectes, la contamination se fait à travers les aliments, les matériaux d'élevage et les véhicules de transport ayant été infectés préalablement. Lorsqu'un animal est contaminé, toute la zone est atteinte. Aussi, dès lors pour éviter le taux de mortalité, les éleveurs préfèrent s'en débarrasser en les liquidant à bas prix. « On n'a jamais vu une aussi grande épizootie dans notre localité. Nous sommes vraiment dépassés de la situation. Vu que mes bétails sont attaqués, je suis obligé de les liquidé moins cher. Après avoir pris beaucoup d'années pour élever mes animaux, aujourd'hui je me retrouve dans une perte énorme. C'est plus de la moitié de mon cheptel qui est attaqué, soit plus de 150 têtes. Et ceci en espace d'un mois. Surtout que la fièvre aphteuse a fait suite à une autre épidémie appelée la Péri Pneumonie Contagieuse Bovine (PPCB) ». Explique Bwari éleveur.

« Le taux de vente de certains médicaments a haussé au sein de



Un troupeau de boeufs.

notre pharmacie. Les éleveurs viennent non seulement de la ville, mais aussi des localités environnantes pour chercher des solutions face à l'épizootie qui attaque leur cheptel. Ils acquièrent des anti-inflammatoires et des antibiotiques à base de pénicilline et d'ampicilline. Ces médicaments permettent à l'animal contaminé de lutter contre les symptômes lésions. La durée de ce

symptôme va de 8 à 15 jours. Ce pendant la lutte doit être sous régionale, par ce que le commerce des bétails est un commerce triangulaire. C'est-à-dire les troupeaux quittent pour la plupart le Tchad, pour le Nigéria en passant par le Cameroun. Cette transhumance favorise la propagation rapide de cette maladie. Les risques sont vraiment énormes et s'inscrivent en pré-

lude à l'insécurité alimentaire. Par conséquent, on ne peut pas exporter la viande dans d'autres pays déclarés indemnes à cette pathologie». Ernest Ténoné, docteur vétérinaire à Caphavet Garoua.

Dans une population sensible, la morbidité est proche de 100 %. Les animaux soumis à des systèmes d'élevage intensif sont plus sensibles à la maladie que ceux des élevages traditionnels. La maladie est rarement fatale chez les animaux adultes, mais la mortalité est souvent élevée chez les jeunes en raison de la survenue d'une myocardite ou par défaut d'allaitement, si leur mère est atteinte par la maladie. La fièvre aphteuse se caractérise par une hyperthermie et provoque des lésions nasales, buccales, podales et mammaires qui débute par des vésicules. La maladie est à l'origine de graves pertes de production et bien que la majorité des animaux surmonte la maladie, celle-ci les laisse souvent affaiblis et débilisés. La fièvre aphteuse est certes dangereuse, mais n'est pas transmissible à l'homme. ■

VINA. Il a fait une descente à Bélel, Nyambaka, Dibi et Boumdjéré le 19 septembre dernier.

Le secrétaire d'État à la Santé évalue les chantiers hospitaliers

Par Bertrand Ayissi

Les travaux d'extension et de réhabilitation des infrastructures dans les centres médicaux d'arrondissement de Bélel, de Nyambaka et Dibi, et du centre de santé intégré de Boumdjéré à Ngaoundéré, avancent. Le secrétaire d'État à la santé, Alim Garga Hayatou, en a fait le constat le 19 septembre dernier, se rendant dans ces différentes structures sanitaires du département de la Vina. « C'était une visite d'inspection par rapport à tous nos services dans la région de l'Adamaoua. Mais nous avons un certain nombre de services qui sont liés aux deux programmes, notamment KFW AFD pour la réhabilitation et la construction de centres de santé dans un certain nombre de districts de santé dans la région de l'Adamaoua. Dans les cinq départe-



Un aperçu du chantier des logements sociaux de Bockle à Garoua.

ments qui constituent la région de l'Adamaoua, nous avons au moins un district de santé qui bénéficie de ce programme. Quand je parle de

visite d'inspection et de vérification, je voudrais savoir si le projet qui a été initié dans la cadre de cette coopération entre KFW et AFD, c'est-

à-dire la France et le gouvernement camerounais, se poursuit normalement dans les trois grandes régions du Septentrion, pour lesquelles le chef de l'État avait donné des instructions fermes de renforcer les capacités de soins au moins pour que les populations des coins les plus reculés des villes bénéficient des soins de santé de qualité. Il s'agit donc d'une vérification pour une santé de proximité, très importante du point de vue de la santé publique», a déclaré le secrétaire d'État à la Santé publique.

A Bélel, l'entreprise en charge des travaux est à pied d'œuvre. « On estime le taux d'avancement des travaux au CMA de Bélel à environ 50 %. Notre entreprise est fortement mobilisée et travaille de manière acharnée, et d'ici la fin de l'année, on aura terminé et livré ce chantier. Déjà pour les travaux du forage, la

réception provisoire aura lieu dans quelques jours. Nous avons en effet la charge de réfectionner les maternités, les blocs opératoires, les hospitalisations. Des réalisations que nous faisons à Bélel, en plus du logement d'astreinte pour le médecin-chef en service dans ce CMA», a indiqué un responsable des Ets Nouguyama en charge des travaux à Bélel. A Dibi et Boumdjéré, les travaux sont visibles et le secrétaire d'État a manifesté sa satisfaction. Il faudrait néanmoins appliquer un coup d'accélérateur pour permettre aux populations d'avoir accès aux soins de santé de qualité, dans un environnement favorable. A Boumdjéré, on y est presque, tant l'extension du bâtiment exigu qui constituait ce centre de santé à Ngaoundéré, est palpable. ■

PRÉSIDENTIELLE 2018. C'était au cours d'un déjeuner de presse vendredi 21 septembre dernier à Yaoundé.

Elecam fait le point des préparatifs



Des urnes prêtes dans une antenne Elecam.

Par Florette Manedong

À la date du 20 septembre 2018, le registre électoral provisoire compte au total 6630847 électeurs, soit 6611998 pour les nationaux et 18849 au niveau de la diaspora, pour un total de 24990 stations de vote sur le plan national et 64 au niveau de la diaspora. En communiquant ces chiffres vendredi 21 septembre dernier, le président

du conseil électoral Abrams Enow Egbe a voulu informer la presse sur la situation générale de préparation du processus électoral à quelques semaines de la tenue du scrutin et à quelques heures seulement du lancement de la campagne électorale.

C'est que, la période de campagne étant une période critique pour chaque pays, chacun et précisément les médias, devrait savoir quel rôle ils ont à jouer : « Nous fai-

sons confiance à votre impartialité et à votre rôle d'éducateur de la société», a martelé Abrams Enow. Et, de poursuivre qu'un média libre est reconnu comme une force de la démocratie. Ce qui voudrait dire que, l'information devra être libre et équilibrée, en vue de transparence et de crédibilité du processus électoral. En d'autres termes, « le média est le "chien de garde" dans un processus électoral et de la société de façon générale ».

De façon générale, ce qui est attendu des médias pendant cette période est contenu dans le code de bonne conduite qui fixe les règles essentielles pour une animation honorable de la campagne électorale. L'article 5 dudit code précise que « les médias s'interdisent tout traitement partial à l'égard des différents acteurs politiques pendant les périodes préélectorales, électorales et postélectorales. (2) Ils s'engagent également à circonscrire les débats et discours politiques des candidats

ou de leurs mandataires à leurs activités publiques et programmes politiques respectifs ». Avant les élections, l'article 7 préconise « l'engagement des parties prenantes à œuvrer en vue de l'organisation de la campagne électorale dans une atmosphère empreinte de sérénité et de tolérance mutuelle. (2) elles s'engagent à respecter et à faire respecter la liberté d'expression, de mouvement et de réunion sur tout le territoire national tout au long de la campagne électorale, et à assurer que celle-ci se déroule en toute sécurité et dans le strict respect des lois de la république ».

Enfin après les élections, « les médias, les candidats, les partis politiques et les observateurs s'interdisent toute publication de tendances », à l'article 17. « Vous êtes des professionnels et par conséquent, cette rencontre est un appel à l'action, afin de préserver l'unité et la paix de notre cher et beau pays », a conclu le président du conseil électoral. ■

MAYO-TSANAGA.

Trois personnes enlevées à Ouda

Par E. E. S.

Deux élèves, respectivement âgés de 7 et 12 ans, et un homme d'une cinquantaine d'années ont été enlevés dans la nuit du 21 septembre 2018 à Oudah, village situé dans l'arrondissement de Bourha dans le Mayo-Tsanaga. La brigade de gendarmerie locale a ouvert une enquête, mais à en croire les riverains, Toskaray Kossabé et les jeunes enfants Youssawou et Hadja auraient été conduits au Nigeria par leurs ravisseurs. Lesquels attendent le paiement d'une rançon dont nul n'a encore connaissance du montant. « Les prises d'otage ont grimpé d'une flèche ces derniers mois et cela inquiète beaucoup les populations », affirme Moussa, un habitant de Bourha. ■

ÉCONOMIE NUMÉRIQUE. L'accord de partenariat y relatif a été signé le 1er septembre dernier à Yaoundé entre la Campost et son promoteur.

La Zcard pour booster la numérisation des moyens de paiement

Par Marie Lucie Ayaka

Après l'exécution de la première phase de l'implémentation de notre unité de production. Nous avons conçu et développé un nouveau système de paiement électronique basé sur les cartes à puce que nous fabriquons. Ce qui a donné naissance à la Zcard. Ces explications sont d'Arthur Zang, directeur général de ZNG Smart cards factory lors de la signature de l'accord de partenariat entre la startup camerounaise et la Cameroon postal services (Campost) qui présente au grand public les premières Zcards ainsi que les terminaux de paiements électroniques. «Nous avons déjà terminé l'unité de production des cartes à puces qui est déjà active à Yaoundé. Nous implantons actuellement l'unité de production des terminaux mobiles qui nous l'espèrent sera disponible avant la fin d'année. Donc nous avons déjà acquis des machines qui sont actuellement au port autonome de Douala et nous travaillons avec le gouvernement pour que celles-ci soient dédouanées rapidement. Nous



La Minpostel et les deux partenaires.

espérons mettre à la disposition des Camerounais les premières cartes à la fin du mois d'octobre. Par ailleurs, nous travaillons depuis plusieurs mois avec le ministère des Transports et le syndicat des taxis» a expliqué l'inventeur de la Zcard.

Et de fait, la Zcard est une carte à puce qui permet d'effectuer les transactions monétaires sécurisées et retraçables grâce à un terminal de paiement électronique et une plateforme dédiée pour l'enregistrement de toutes les transactions

dans une base de données. Cette carte ultra économique va permettre aux Camerounais de toutes les couches sociales de bénéficier des services de paiement électronique. «Cette cérémonie revêt une double importance. D'une part, elle est une occasion de démonstration du savoir-faire et du génie des startups camerounaises dans un domaine aussi pointu, que les systèmes de paiements électroniques. Et d'autres parts, elle représente une étape importante dans la numérisation des

moyens de paiements par le biais de la poste camerounaise, ce qui constitue un pas supplémentaire vers la transition digitale de notre pays» a souligné Minette Libom Li Likeng, ministre des Postes et Télécommunications qui présidait la cérémonie de convention le 17 septembre dernier à Yaoundé. Par ailleurs, ces cartes sont entièrement fabriquées au Cameroun et auront un impact économique direct. La première unité de production de Zng smart cards factory, avec une capacité de production de 5000 cartes par jour est déjà fonctionnelle.

Après la création du Cardiopad qui est un appareil médical permettant de réaliser les examens cardiaques à distance grâce aux exigences de la télémédecine. L'ingénieur Arthur Zang a inventé la Zcards, cet outil va booster le développement de l'économie numérique. Et partant, impulser une nouvelle dynamique dans la création des emplois, la promotion de la recherche, de l'innovation et du développement technologique au Cameroun. ■

Arthur Zang, directeur général de Zng smart cards factory.

«Nous allons sécuriser les transactions commerciales numériques»



Par M.L.A

Que va concrètement apporter le partenariat entre votre entreprise et la Campost à la population camerounaise en générale et celle du Septentrion en particulier ?

Le partenariat avec la Campost va nous permettre de mettre sur le marché un nouveau produit qu'on appelle la Zcard. Celle-ci permettra aux clients, aux acheteurs d'effectuer de manière sécurisée et rétractable des achats sans l'utilisation de l'argent en cash. C'est donc une carte qui sera

beaucoup plus économique et accessible que les cartes des banques traditionnelles. Parce qu'elle va coûter entre 2500 FC fa pour les cartes valides pour un an et 4000 FC fa pour les cartes valides de deux ans. Elle sera disponible sur toute l'étendue du territoire. Grâce à la Campost qui est titulaire de toutes les licences bancaires en matière de monnaie électronique et qui bénéficie d'un vaste réseau de distribution avec plus de 200 agences. Elle sera aussi rechargeable dans tous les bureaux de poste et elle va permettre de faire des achats de biens marchands. Mais égale-

ment des services tels que le taxi, les frais de transport en commun qui vont permettre d'éviter les problèmes de remboursement de monnaie lors des déplacements. Nous comptons déployer plusieurs autres services, grâce à la Campost. Par exemple, les petits commerçants pourront avoir une comptabilité de leurs recettes ainsi que les propriétaires des taxis. Ceci va leur permettre de demander des crédits auprès de la Campost qui est une banque à part entière qui fournit déjà des micros crédits et auprès d'autres banques.

Qu'est-ce qui à l'origine de ce projet ?

J'ai créé une première entreprise en 2013 qui vendait des cartes à puces aux universités. À travers un logiciel que je programmais. Donc, j'ai voulu produire des cartes sur place pour pouvoir les utiliser dans d'autres domaines d'application que pour l'identification, la sécurité et le contrôle d'accès. C'est ce qui m'a poussé à implanter une usine au Cameroun. D'où la naissance de la première chaîne de production. Nous nous sommes dit qu'il fallait alors multiplier les produits, trouver plus d'application pour les cadres d'appui qui pouvait faciliter la vie des gens. Et la première chose qui

nous est parue très évidente c'est l'utilisation des cartes à puce pour le paiement électronique. Alors nous avons étudié notre environnement et nous avons constaté qu'il y'avait beaucoup de problèmes de monnaie. D'où la mise en place de cette puce.

Le taux de mortalité des startups est encore élevé au Cameroun. Comment faites-vous pour toujours vous rester au top ?

Nous travaillons beaucoup sur des projets innovants. Nous nous demandons à chaque fois comment aller plus loin pour adapter le produit aux problèmes réels des populations. C'est le cas de la création du Cardiopad où on s'est rendu compte qu'il n'y avait pas assez de cardiologues sur toute l'étendue du territoire et il fallait résorber ce problème. Maintenant, avec la Zcard on s'est rendu compte qu'il y avait des problèmes de remboursements, de monnaie, de collecte de recette, de traçabilité c'est tout cela qui nous à emmener à proposer des solutions. En réalité je crois que pour qu'une startup dure il faut que les solutions qu'elle propose se rapprochent plus des problèmes que les gens rencontrent dans leur environnement. ■

GAROUA.

Un sac d'oranges passe de 20 000 à 32 000 FCFA

Par Rebeka Sintebe (stg)

Depuis près d'un mois, les oranges sont devenues une denrée rare dans la ville de Garoua. Très prisé par les populations, la rareté du citrus sinensis, de son nom scientifique crée des tensions autant chez les vendeurs que chez les consommateurs. En effet, le prix d'un sac d'oranges est passé de 20000 à 32000 francs en l'espace de deux semaines seulement. Une hausse des prix due à la rupture du pont de Gouloungou reliant le Cameroun au Nigeria d'où est importée une grande quantité de ces fruits. Selon le ministère du Commerce, 29373 sacs de 100kg d'oranges correspondant à environ 450 000 000 de Fcfa ont été importés du Nigeria pour la seule période du premier semestre de l'année 2018. «Les oranges sont devenues trop chères dernièrement. Il est pratiquement impossible de s'en procurer. Je vends ces fruits depuis deux ans déjà, mais jamais je n'ai connu des périodes aussi pénibles. La semaine dernière, j'ai acheté le sac à trente-deux mille après trois jours de marche acharnée auprès de mon grossiste au marché central. Malgré cela je n'ai pas pu récupérer mon prix d'achat. Le prix d'une orange allant de 100 à 200FCFA. Les clients n'étant pas habitués à ce prix digèrent mal la pilule. Je me suis retrouvé avec une somme de 26000, donc une perte de 4000 après épuisement du stock. Pour l'instant, je vais profiter de cette occasion pour aller rendre visite à ma famille à Tokombere. Si à mon retour la situation retourne à la normale, je reprendrais la vente des oranges, car c'est une activité qui m'aide à subvenir largement à mes besoins fondamentaux. Si tel n'est pas le cas, je trouverais autre chose à faire en compensation», explique Souleymane, un vendeur des oranges basé à Garoua. En tout cas, selon le rapport annuel 2017 des activités de la délégation régionale de l'Agriculture et du développement rural, la région n'a enregistré aucune production locale des oranges. Le même rapport souligne cependant que dans le Nord, le département du Mayo-Louti compte quelques hectares de champs. Plusieurs autres fruits à l'instar des mandarines sont aussi importés. «J'ai parcouru presque toute la ville le weekend end dernier à la quête des oranges. En effet, ma nièce qui a subi une intervention chirurgicale en avait besoin. J'ai quand même pu en trouver, mais à un prix exorbitant ; une orange à 200f. J'en ai également profité pour acheter à mes enfants», relate Asta. ■

MEIGANGA. Le recteur Uphie Chinje Melo a présidé la première phase du paiement des indemnités le 20 septembre dernier.

162 millions FCFA pour 161 expropriés du site de l'Egem

Par Bertrand Ayissi

Il n'a pas été facile, du fait des tensions de trésorerie que connaît le pays, de payer la totalité des indemnités dues aux populations expropriées du site de construction de l'École de géologie minière (Egem) de Meiganga. En attendant de percevoir le reste en 2019, 70 % de ces indemnités ont été payées à ces bénéficiaires le 20 septembre dernier en présence du recteur de l'université de Ngaoundéré, Uphie Chinje Melo. « Nous remercions tout simplement nos populations pour leur patience. Nous sommes, comme vous le savez, au terme d'un processus qui a été long. Les membres de la commission de constat et d'évaluation ont fait leur travail. Le montant initial arrêté était de 186 millions FCFA, mais je dois vous avouer qu'au regard d'un certain nombre de dénonciations qui nous parvenaient, nous avons dû mettre sur pied une commission ad hoc pour toiletter les listes initialement arrêtées. Les listes apurées aujourd'hui donnent un état de paiement global de 162 millions FCFA et l'État, dans sa haute magnanimité, a dégagé 70 % pour une première phase de paiement. C'est un geste essentiel pour nos populations qui sont essentiellement des parents d'élèves. Le message que nous voulons adresser à ces populations, c'est de retenir que l'État tient toujours ses promesses. Elles n'ont pas eu besoin de



Le site de l'Egem en construction à Meiganga.

faire grève ou de claironner et c'est à féliciter. Nous leur recommandons de faire bon usage des moyens à elles remis afin qu'ils puissent trouver d'autres lopins de terre perdus ailleurs, voire, prospérer dans d'autres activités où elles pourront se lancer», a déclaré Marie-Sylyac Mvogo, préfet du Mbéré, président de la commission de paiement. Non sans rassurer qu'il n'y a pas de problème au niveau du site.

D'ailleurs, le cas de 9 personnes « manifestement fictives dont les noms se sont retrouvés sur les listes », se gère aussi avec doigté. Mais elles ne peuvent, pour le moment, être indemnisées. « Au départ, 161 personnes ont été recensées. Par la suite, 09 cas litigieux ont été signalés. En effet, comme il y avait eu des problèmes d'indemnités à Banyo et ailleurs, les gens ayant même été arrêtés, quand le décret du Premier ministre est sorti, le préfet a

décidé de voir clair, ne voulant s'embourber dans une affaire compliquée. Des cahiers ont donc été distribués au lamidat, à la sous-préfecture et un autre à Njallo où se trouve le site de l'Egem. Les listes ayant été affichées, il était question les gens dénoncent les noms fictifs. C'est ce qui a donné le nombre de cas litigieux et ces gens devront attendre. Une autre commission est descendue sur les lieux. Mais en attendant, ce sont 152 personnes qui étaient concernées par cette première phase des indemnités ; c'est sans compter que plus de 10 sont décédées », indique un membre de la commission de paiement.

EXIGUÏTÉ

En tout cas, dans deux ans, l'Egem devra rejoindre son site en chantier. L'infrastructure, a confié le recteur, a une valeur de plus de 1,2 milliard FCFA. Déjà à plus de 50 % de réalisation, il faut donc encore un peu de plus



Le recteur et le préfet du Mbéré pendant le paiement des indemnités.

de 600 millions FCFA pour voir s'ériger la majestueuse Egem de Meiganga. « Le site de l'Egem à Meiganga, s'étend sur une superficie de 245 hectares. Suivant le plan de développement de l'école que nous avons proposé, cette école devrait s'étaler pratiquement sur les 245 hectares, elle doit être construite à la lumière d'une école que nous avons vue à Ibadan au Nigeria. C'est une école futuriste. Dans son plan de développement donc, nous avons prévu outre les blocs pédagogiques déjà sortis de terre, d'autres seront construits. Cette école comportera également des salles de classe, des bureaux, des ateliers, des laboratoires, un centre de recherche et d'expérimentation des productions, des aires de jeu pour le sport. Il est même prévu une école publique, un supermarché et une cité pour les enseignants, une pour les étudiants et une autre pour les responsables administratifs. De

fait, nous devons être une école des mines type, c'est-à-dire, produire. Et nous avons l'intention de produire », a fait savoir le Pr Ngounouno Ismaïla, directeur de l'Egem de Meiganga. Mais en attendant, l'école fonctionne de manière éparse actuellement. « Au départ, nous avons eu quelques difficultés, qui ne sont d'ailleurs pas résorbées. Nous avons un accord avec différentes structures qui nous ont gratuitement prêté des salles de classe et on s'en sort bien. Nous allons libérer ces structures une fois que l'école sera construite définitivement. Le problème qui se pose actuellement, c'est l'exiguïté de ces locaux. Aussi, les salles sont-elles disséminées sur un rayon de 6 km. La navette, que ce soit à l'Enieg, au lycée classique, au foyer municipal, au centre de promotion de la femme et de la famille, n'est pas facile pour les étudiants et enseignants », affirme le directeur. ■

BARRAGE DE MEMVE'ELE. Elles exigent d'être indemnisées et ont exprimées leur mécontentement au Minee.

Bisbilles entre le gouvernement et populations

Par Olive Atangana

La fine pluie qui s'abattait doucement à la mairie de Mengong le 20 septembre dernier ne préoccupait pas les chefs traditionnels de ce village. Réunis dans cette cour pour une concertation pour apporter une réponse à apporter à Gaston Eloundou Essomba au sujet du paiement de leurs indemnités, ceux-ci n'ont pas manqué d'exprimer leur mécontentement à la députée de la Mvila Est, Céline Mendoua qui essayait de leur faire entendre raison. « Ce que nous voulons aujourd'hui c'est l'argent. Pendant que nous attendons le chef de projet du barrage, c'est le ministre qui débarque. Pour venir faire quoi alors que nous voulons l'argent ? Nous avons été suffisamment patients », tempête l'un d'eux. Gaston Eloundou Essomba n'avait sans doute pas prévu de faire face à pareille agressivité de la part des populations ce jour-là. Seulement, ce dernier a choisi la voix de l'apaisement. « Si je suis venue aujourd'hui c'est



Le barrage.

pour venir vous dire merci. Vous avez permis que les travaux se réalisent sans que vous ne soyez indemnisés. Je sais que le problème demeure. Toutes les populations qui sont sur l'emprise du projet seront indemnisées rassurez-vous. La procédure est en cours et nous suivons ce dossier qui est dans les services du premier ministre. Nous sommes conscients que vous avez été extrêmement patients », déclare le ministre de l'Eau et de

l'Énergie.

Et celui-ci de poursuivre, face aux sceptiques qui n'ont pas manqué de protester : « La production d'énergie actuelle est insuffisante. Si nous voulons voir la CAN, il faut absolument terminer Memv'ele. Sinon nous aurons les délestages. Les décrets d'indemnités sont en cours de traitement. Que les populations comprennent que la mise en service de Memve'ele va apporter une énergie supplé-

mentaire au réseau interconnecté Sud. Nous voulons que ces populations libèrent ces emprises momentanément en attendant que les paiements suivent ». En effet, les sources internes au dossier sont unanimes. Les travaux sont bloqués à cause du problème d'indemnités des populations dont le dossier est bloqué à la Primature. Entre temps, le barrage a été construit déjà, réceptionné partiellement en février 2018, mais « les lignes électriques ne passent pas », précise une source. L'exploitation complète de la puissance installée du barrage (211 MW) reste toujours conditionnée par l'achèvement de la ligne de transport d'électricité. Entre temps, d'après le Minee, « Notre objectif est de mettre le barrage de Memve'ele en service avant la fin du mois d'octobre. Mais pour le faire, il faudrait que les travaux de construction de la ligne jusqu'à Mbalmayo soient achevés. Trois entreprises sont à pied d'œuvre. L'État a fait d'importants investissements pour amé-

liorer la qualité du service autant dans le secteur de l'eau que de l'électricité. Les capacités de pompes de l'eau ont augmenté de manière substantielle. Nous disons aux populations qu'elles seront de mieux en mieux servies ».

En matière d'approvisionnement en eau potable par exemple, de nouvelles capacités ont été installées à Akomnyada pour résorber le déficit estimé à 40 000 m³/jour dans la ville de Yaoundé. Voilà pourquoi la capitale politique bénéficie aujourd'hui d'un volume d'eau supplémentaire. La capitale politique, le déficit en eau potable est estimé. Lors du conseil de cabinet du mois de mai 2018, le ministre de l'Eau et de l'Énergie a présenté un nouveau projet d'alimentation en eau potable de la ville de Yaoundé et ses environs. « Les populations ont certainement constaté qu'il y a un léger mieux en termes d'alimentation en eau potable et la situation va s'améliorer au cours des jours à venir », promet le Minee. ■

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE. Il a demandé aux militants du Rdpdc de ne pas crier victoire avant d'avoir livré bataille.

Cavaye Yeguié redoute les opposants de Paul Biya



Lancement campagne du Rdpdc à l'Extrême-Nord 1



Une vue de la tribune.

Par Jean Areguema

Contrairement aux années antérieures où les responsables du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (Rdpdc), tenaient un langage triomphaliste en période de campagne électorale, cette année, la donne a changé. Au sein du Rdpdc, il est clair que la bataille électorale sera rude. Il n'est donc pas question de crier victoire avant d'avoir livré bataille. Car les candidats qui vont défier Paul Biya pour l'accession à la magistrature suprême ne sont pas des enfants de chœur. Les responsables du «parti du flambeau» en sont conscients et affutent donc leurs armes pour aller à la rencontre des électeurs avec des arguments convaincants. Les stratégies de cette opération de charme ont été dévoilées

aux militants le samedi, 22 septembre 2018 à l'occasion du meeting de lancement de la campagne électorale pour le compte du Rdpdc. L'évènement présidé par Cavaye Yeguié Djibril, coordonnateur de la campagne du candidat Paul Biya dans la région de l'Extrême-Nord, s'est déroulé à la place de fêtes de Maroua en présence de cinq membres du gouvernement et des partis alliés du Rdpdc.

A cette occasion, le président de la délégation permanente régionale du Rdpdc a donné des consignes et autres instructions relatives à l'organisation de la campagne électorale pour la victoire de leur champion. Bousculé dans son fief à Tokombéré par le Mouvement pour la renaissance du Cameroun (MRC), le président de l'Assemblée nationale

sait plus que quiconque, la force de pénétration de l'opposition sur le territoire du Rdpdc. Pour stopper «l'infiltration» des partis d'opposition dans les bastions historiques du Rassemblement démocratique du peuple camerounais, Cavaye Yeguié Djibril a instruit ses camarades d'éviter de faire le bruit (c'est-à-dire des meetings folkloriques) selon lui, les responsables du parti au niveau départemental et communal doivent opter pour la stratégie de porte à porte.

L'objectif est de quadriller le terrain pour éviter que les autres candidats qu'il qualifie de «grands vendeurs d'illusion» ne détournent les militants à leur profit. Pendant le déploiement du Rdpdc auprès des électeurs, il sera question de faire connaître à ceux-ci les grandes réalisations de Paul Biya dans

la région de l'Extrême-Nord. Cavaye Yeguié Djibril a cité entre autres, la création de l'université de Maroua, la réhabilitation de la route Mora-Dabanga-Kousseri, la construction et bitumage en cours de la route Maroua-Bogo, la construction d'un pont entre Yagoua et Bongor au Tchad, la lutte contre Boko Haram et la relance des activités socioéconomiques. Autant d'arguments qui font que Paul Biya est encore «l'homme de la situation». Pour ce candidat, l'objectif fixé par le Rdpdc est de lui garantir dans l'Extrême-Nord 98 % des voix. Cavaye Yeguié Djibril a indiqué qu'il se rendra personnellement dans certains départements pour s'assurer des stratégies de campagne déployées au niveau départemental par les responsables locaux du parti. ■

CAMPAGNE. Les benski-neurs prennent Ndifor Frankline en otage

Par Bertrand Ayissi

Pendant que Jules Doret Ndongo, le ministre des Forêts et de la Faune, se concertait avec ses collaborateurs de l'Adamaoua à la communauté urbaine de Ngaoundéré le 19 septembre dernier, le sous-préfet de Ngaoundéré 1er est sorti de la salle. David Dador Dibango est de fait venu s'indigner du vacarme créé par les klaxons assourdissants de motos chargées d'escorter le candidat Ndifor Franklin Afanwi avant son meeting à la place des fêtes. Le sous-préfet grommelait ainsi en pleine cours, après avoir signé une autorisation de manifestation à la place des fêtes et non dans les artères de la ville de Ngaoundéré. Le meeting va se tenir néanmoins avec des militants peu ordinaires : des conducteurs de mototaxis. «On voit désormais ces mêmes visages pour certains meetings de candidats ici à Ngaoundéré. Peut-être que les candidats sans véritable base politique dans l'Adamaoua, préfèrent recruter ces mototaxis pour faire foule», a remarqué un observateur de la scène politique à Ngaoundéré. Aux couleurs du Mouvement citoyen national camerounais (Mcn), arborant des t-shirts aux effigies du candidat baptisé «le choix de Dieu», ces benski-neurs se sont prêtés au jeu du militantisme. Ils ont acquiescé chaque fois que le candidat Ndifor Frankline Afanwi a déroulé son projet de société pour donner un visage nouveau à la région de l'Adamaoua. La communication a été des plus parfaites pendant le meeting, on dirait un candidat qui connaît ses militants depuis fort longtemps. Mais c'était sans compter sur le nerf de la guerre qui allait les séparer. Ndifor Frankline, après son meeting, va s'engouffrer dans sa cylindrée pour prendre la route de Yaoundé. Mais les «militants» ne sont pas désintéressés. Ces mototaximens vont alors intercepter le cortège du candidat avant qu'il ne sorte définitivement de la place des fêtes. Des échauffourées s'ensuivent. La garde rapprochée du candidat en vient même aux mains avec certains journalistes voulant filmer la scène. Mais avec le plus grand flegme, et sur conseil de certaines personnes avisées, le candidat prend la résolution de se rendre au siège du syndicat des mototaxis de Ngaoundéré. Là-bas, il va s'acquitter de sa dette : remettre à cette armée de benski-neurs la somme 1000 FCFA à chacun. ■

MAROUA. Les candidats de l'opposition crient au scandale.

Des véhicules administratifs utilisés pour la campagne électorale



Des véhicules administratifs au meeting de campagne électorale.

Par J. A.

Dans le parking des véhicules des personnalités et autres responsables de l'administration venus assister au lancement de la campagne électorale du Rdpdc à Maroua le 22 septembre dernier, un fait était frappant : la présence des nombreux véhicules immatriculés CA (corps administratif). Un fait anodin pour les uns, mais grave pour les autres. Malgré les critiques formulées par l'opposition à propos de l'utilisation des

véhicules administratifs lors des campagnes électorales, rien ne semble changer. Comme par le passé, des fonctionnaires ont décidé de mettre à contribution leurs véhicules administratifs pour la campagne électorale au profit du candidat Paul Biya. Ces habitudes qui ont la peau dure révoltent des candidats de l'opposition.

Pour ces derniers en effet, ces moyens logistiques supplémentaires mis au profit du Rdpdc déséquilibrent considérablement

l'égalité des chances entre les candidats. «A l'occasion de chaque échéance électorale, nous attirons l'attention des responsables du Rdpdc sur l'utilisation des moyens logistiques de l'État. Mais nous constatons avec regret que la grande machine du Rdpdc se déploie sur le terrain au mépris des lois qui règlementent l'organisation des campagnes électorales. Malgré leur entêtement, nous ne nous laisserons pas de les rappeler à l'ordre», fulmine Hassan, un militant influent du Social Democratic Front (SDF).

Pour sa part, Mamadou Yakouba, vice-président du MRC condamne l'utilisation des biens de l'État au profit de la campagne électorale pour favoriser un candidat. «Nous pensons que c'est de la tricherie et cela montre à suffisance que la fraude et la malice sont intégrées dans l'ADN du Rdpdc. Nous avons appelé nos camarades à être vigilants et à dénoncer ces cas. Car les biens de l'État n'appartiennent pas au Rdpdc. Nous allons prendre des mesures pour qu'aucun véhicule CA ne circule dans lors des meetings. Ce qui est le patrimoine du Cameroun appartient à tous les Camerounais. Nous appelons la police et la gen-

darmerie à jouer leur rôle en saisissant les véhicules immatriculés CA retrouvés dans les lieux des meetings». Accusés par l'opposition d'user des moyens de l'État, les responsables du Rdpdc rejettent en bloc cette allégation et indique des mesures fermes ont été données pour qu'aucun véhicule immatriculé CA ne soit utilisé pour la campagne électorale. «Si les gens ont aperçu des véhicules immatriculés CA, ils appartiennent aux autorités administratives et fonctionnaires invités à notre meeting. Le président de l'Assemblée nationale, les ministres et les élites sont venus au meeting avec leurs véhicules personnels. S'il y a eu des véhicules aperçus, ce sont ceux appartenant aux autorités administratives qui ont été invitées pour assister à notre manifestation publique. S'ils sont venus avec leurs véhicules administratifs, cela les engage. A part eux, je n'ai pas vu une élite avec un véhicule administratif. D'ailleurs, le comité central du Rdpdc a sorti dans sa circulaire une note succincte qui interdit l'utilisation des véhicules pendant la campagne électorale», explique Hamadou Hamidou, président de la section de Maroua 1er. ■

NGAOUNDÉRÉ. En meeting dans la ville le 19 septembre dernier, ce candidat l'a annoncé comme l'une de ses actions fortes.

Ndifor Franklin veut rapatrier la dépouille Ahmadou Ahidjo



Mototaximen lors du meeting de Ndifor Franklin à Ngaoundéré.

Par Bertrand Ayissi

Rapatrier la dépouille d'Ahmadou Ahidjo, premier président du Cameroun, sera l'une des actions fortes de Ndifor Franklin Afanwi, s'il est élu le 07 octobre. Car dans ses premiers contacts avec l'électorat du Septentrion, le candidat à la présidentielle de 2018 affirme avoir été accueilli comme Ahmadou Ahidjo. « Il a véritablement travaillé pour ce pays. Nous allons reprendre et faire revivre toutes les sociétés qu'il a créées », a fait savoir le candidat. Ahmadou Ahidjo réincarné en Ndifor Franklin Afanwi a pourtant posé décliné sa casquette à priori. « Je ne suis pas un politicien. Si vous les cherchez, ces menteurs qui ont trompé le Cameroun pendant 35 ans, vous avez où les trouver. Ils sont en route pour cette cam-

pagne, pour vous promettre des choses. Mais je tiens à vous dire que la seule personne qui peut diriger le Cameroun n'est pas un politicien. Ce doit être un leader qui vient pour rectifier le Cameroun », a-t-il précisé. Tout devra donc se faire par la magie des urnes, a recommandé le candidat, tout en ne lançant le moindre appel à la rébellion et à la grève. Pour lui, c'est le vote qui va apporter le changement, pour peu qu'on choisisse la bonne personne. « Seule une personne qui a la crainte de Dieu peut diriger le Cameroun dans la paix en ce moment. Nous avons beaucoup de tribus dans notre pays, mais si un président n'a pas de considération pour chacune d'elles, il a des problèmes. C'est comme cela que ça se passe à l'heure actuelle, où quelques groupes ethniques dirigent ». C'est en proposant une



Ndifor Franklin.

gestion inclusive de tous que Ndifor Franklin Afanwi vise un système basé sur le fédéralisme. « Les impôts que les citoyens vont payer ne sortiront plus des régions. Dans un système fédéraliste, ces impôts vont rester dans les régions pour les développer. Nous allons impulser le développement dès la base pour que les jeunes camerounais n'aient plus des ambitions d'aller à l'étranger et se sentent à l'aise dans leur pays », a-t-il clamé.

C'est une adresse particulière qu'a eue le candidat face aux jeunes. D'abord, les mototaximen. « Conduire la moto, ce n'est pas votre travail, mais c'est parce que le pays ne marche pas bien. Vous travaillez tous les jours, pour ne même pas avoir 300 000 FCFA le mois. Par contre, les entreprises que nous allons faire venir vous don-

neront des emplois décents avec de bons salaires ». Des jeunes en général qui, selon lui, sont diplômés sans emplois. « Vos parents sacrifient des bœufs pour que vous alliez à l'école, mais vous revenez les trouver à la maison. Pourtant, quand on regarde une région comme

comme on le voit partout dans le monde. La ville de Ngaoundéré par exemple est bien tracée, mais il n'y a pas des routes. J'ai fait l'axe Ngaoundéré-Garoua qui a failli me casser les reins. Et c'est exprès que j'ai pris le bus de Touristique Voyages pour vivre la misère des usagers de ces routes du Septentrion. C'est quand on prend ces bus que l'on comprend mieux la souffrance du bas peuple sur ces routes. Je me demande si ce sont les animaux ou les hommes qui y circulent », s'exclame-t-il. ■

DIR.

Elecam parée pour le 07 octobre

Par B.A

Le personnel de l'antenne communale d'Élections Cameroon dans la ville de Dir, s'activait au lavage des urnes dans la matinée du 22 septembre dernier. En ce jour de lancement de campagne pour l'élection présidentielle du 07 octobre, tout était prêt ici. La transparence doit revêtir son sens propre pour cette échéance. « Les urnes que nous avons ont servi pour les élections de 2011. Nous avons aussi une dotation de 2013. On les lave donc pour qu'elles soient bien transparentes. Nous avons par ailleurs déjà des listes provisoires d'électeurs affichées pour que ceux-ci viennent consulter et pouvoir identifier des erreurs avant la production des listes définitives trois jours avant le scrutin présidentiel, donc, le 04 octobre. Actuellement, nous avons pu recenser 1324 électeurs dans l'arrondissement de Dir. Ils vont voter dans 53 bureaux de vote. Nous avons déjà tout le matériel, les isolements, les urnes, les feuilles de pointage, les procès-verbaux, les bulletins de vote des candidats », affirme Alexis Hamad, chef d'antenne communale d'Elecam à Dir. Si ce n'est plus que le 07 octobre qu'on attend ici, « Il faut néanmoins signaler que nous n'avons pas encore les bulletins de vote de deux partis, Univers de Cabral Libii et FPD d'Akéré Muna. Mais ces bulletins pourront arriver à l'antenne communale d'Elecam à Dir, s'ils sont vraiment engagés. Car il y a des candidats qui peuvent se désister avant la tenue de l'élection, ayant constaté qu'ils ne peuvent pas obtenir les 10 % de suffrages valablement exprimés pour qu'on leur restitue leurs cautions de 30 millions Fcfa. Donc, sur la base des sondages, des candidats peuvent ne pas autoriser qu'on imprime leurs bulletins de vote. Donc, nous attendons toujours que ces bulletins nous parviennent », déclare Alexis Hamad. ■

René Claude Meka, Chef d'État-major des armées.

« Nous avons pris des mesures pour de la bonne marche des élections »

Propos recueillis par Moïse Amedje

Vous venez d'effectuer une descente dans les régions militaires interarmées numéro 3 et 4. Quelle est la situation sécuritaire qui y prévaut actuellement ?

Je peux affirmer sans risque d'être contredit que la situation sécuritaire dans les régions militaires interarmées numéro 3 et 4 est sous contrôle. C'est vrai que lorsque nous avons au départ été confronté par le phénomène Boko Haram c'était extrêmement difficile. Nous avons réussi grâce au professionnalisme de nos hommes et à leur courage, leur détermination, leur engagement à prendre le dessus sur Boko Haram. Actuellement, la situation est sous contrôle. Bien sûr il faut rester vigilant parce que si le Boko Haram a été disloqué il faudra aller encore le poursuivre

là où il se cache, à partir d'où il essaie de se reconstituer pour revenir à la charge. Comme vous pouvez le constater la vie reprend son cours normal, les activités économiques reprennent, les écoles ouvrent à nouveau, les populations vaquent paisiblement à leurs occupations, mais nous devons rester extrêmement vigilants pour que Boko Haram ne reprenne plus.

Quel est l'état d'esprit des hommes et quels sont les consignes en cette période préélectorale, mais aussi pendant et après les élections ?

Les hommes ont le moral, ils ont confiance en leurs chefs, en leur matériel et ils savent qu'ils sont sur la bonne voie et qu'ils doivent persévérer pour continuer à traquer le Boko Haram, il y va de l'intérêt de notre pays. Par rapport à l'élection, vous savez que c'est une échéance qui est très importante et qu'on ne



pourrait pas l'aborder sans précautions. Nous avons pris certaines mesures depuis un certain temps ; et ces mesures sont en application. C'est une des raisons pour lesquelles je suis venu ici, pour vérifier et contrôler auprès des chefs militaires la manière dont ces mesures que

nous avons prescrites sont exécutées. Je crois que de ce côté-là, nous allons tout faire pour que l'élection présidentielle se déroule dans de très bonnes conditions. Je pense que nous sommes capables et nous n'avons pas beaucoup de soucis à nous faire. ■

MAYO-TSANAGA. Plus de 280 lauréats ont reçu des prix d'encouragement.

L'excellence académique récompensée



Une attitude du ministre Pervet.

Par Vladimir Martin

Ils étaient au total 281 lauréats à recevoir des primes d'excellences des mains des responsables de l'amical pour la promotion de l'excellence scolaire et universitaire dans le Mayo Tsanaga (APESUMAT). Écoliers, élèves, étudiants, formateurs et encadreurs administratifs exerçant dans le secteur de l'éducation, ils sont venus de tous les arrondissements du Mayo Tsanaga pour communier avec Zacharie Pervet le président du comité directeur

de cette association qui promeut l'éducation. Pour cette 19e célébration de l'excellence scolaire et universitaire, L'apesumat a mis les bouchés doubles en octroyant une prime de 12 millions à ses lauréats. Des lauréats qui n'ont pas caché leur reconnaissance à l'exemple du petit David. « Je suis particulièrement content de recevoir cette prime qui est pour moi une source de motivation pour les années à venir. J'en avais déjà reçu auparavant et celui-ci me que mon niveau n'a pas baissé » explique-t-il. Du côté parent, le

soulagement est toute aussi pareil. Madame Kidakou, veuve et avec des neveux à charge exprime tout son soulagement de voir ses petits recevoir des lots. « Pour moi, c'est toujours un soulagement de voir ces enfants être ainsi récompensés. Les paquets et l'argent qu'ils reçoivent nous aident beaucoup pour l'école. Je crois également que c'est une motivation pour les enfants eux-mêmes et les enseignants aussi » pense-t-elle. Avis pleinement partagé par Limlaï Falama Emmanuel, l'un des seuls enseignants lauréats avec ses élèves. « C'est pour moi une double portion reçue. D'abord le sentiment de satisfaction du devoir accompli en voyant mes élèves récompensés. Ensuite un sentiment de reconnaissance par le fait d'être moi-même lauréat. Enfin, il me semble que c'est également une interpellation à aller de l'avant, c'est toujours important de faire des petits pas ensemble » estime-t-il.

Faire des grands pas, c'est là la nouvelle vision de la commune de Mokolo qui a décidé d'accompagner la jeunesse et l'éducation à hauteur de 245 millions de francs CFA. Une cagnotte donc un certain montant sera investie dans l'amélioration des infrastructures

scolaire question de faire plus de lauréats à l'apesumat. Le maire de Mokolo dans son propos de bienvenue a de fait signalé qu'un tiers du budget de la commune pourrait être alloué au secteur de l'éducation. Un montant qui devrait permettre d'augmenter le nombre de filles du secondaire, de faciliter l'obtention des actes de naissance, mais également améliorer la situation des élèves sur la frontière avec le Nigeria. Pour ce département qui compte plus de 40 200 élèves pour 1200 personnels enseignants environs, le manque n'est pas de moindre. Le besoin est estimé à plus de 510 enseignants pour l'année académique en cours. Une courbe que le ministre Pervet entend minimiser avec son portefeuille de ministre de l'Emploi et de la Formation professionnelle. « Nous allons encourager nos enfants pour que demain ils puissent participer au développement de leur pays » a-t-il fait savoir. Un encouragement qui va en droite ligne avec les résolutions de la 19e assemblée générale de l'apesumat. Elles sont en somme axé sur l'amélioration des conditions d'éducation dans le Mayo Tsanaga. Elles visent la réduction du budget lié au fonctionnement pour le reverser dans

le social, l'appui à acquisition des registres d'actes de naissance pour un montant de 500 000, l'octroi de 250 000 pour la fabrication des tables bancs au lycée de Tourou et 250 000 pour l'aide à l'école des parents. Toujours dans le cadre de cette 19e édition des journées de l'excellence dans le Mayo Tsanaga, une marche sportive et patriotique présidée par Mohamadou Atikou, président du bureau exécutif de l'apesumat a connu la participation de près de 5000 personnes. Une conférence sous le thème de la promotion de l'éducation dans un contexte d'insécurité dans le Mayo Tsanaga s'est tenu avec la participation du Pr Spener Yagawa doyen de la faculté des sciences juridiques et politiques de l'université de Maroua, d'Hamidou Haidava secrétaire particulier du ministre Zacharie Pervet, entre autres. Une présence qui certainement sera une source de motivation pour certains... ■

Mohamadou Atikou Kalda, Président du Bureau Exécutif de l'Apesumat.

«L'association a permis à nos filles d'exceller à l'école»

Propos recueillis par
Douwore Ousmane

Quel bilan faites-vous de la 19e année de l'Apesumat ?

Eh bien, il faut retenir que l'Apesumat avec l'aide de ses partenaires, les élites et les bonnes volontés, a déjà déboursé environ 280 000 000 FCFA (deux cent quatre-vingts millions de francs CFA) pour plus de cinq mille (5000) bénéficiaires.

Quel est aujourd'hui l'impact de votre action ?

Quant à l'impact, il faut s'adresser aux responsables du secteur éducatif pour en avoir une idée exacte. Mais déjà, je puis vous dire que les données qui viennent de ces institutions nous informent qu'avant l'APESUMAT, le taux de scolarité du Mayo-Tsanaga se trouvait en deçà de 50 %, mais quelques années après, ce département tutoyait le Mayo-Kani et le Mayo-Danay avec plus de 75 % et se faisait même appelé « le Quartier latin de l'Extrême-Nord » parce que venant en tête dans les résultats de certains examens officiels tels que ceux de l'office du Bac. Ces données des années passées ont certainement évolué. Alors qu'avant, les filles du Mayo-Tsanaga étaient à la traîne devant les garçons, aujourd'hui nous voyons des filles se permettre des 16/20 en terminale C, c'est bien la preuve que l'arrivée de l'Apesumat a créé une émulation chez ces dernières et leur a permis de découvrir et de faire découvrir leur talent caché. En plus de cela, les nombreux anciens lauréats insérés dans la vie et particulièrement dans la fonction publique camerounaise sont une preuve palpable de l'impact positif des actions de l'Apesumat.

Que répondez-vous à ceux qui pensent que l'Apesumat est un instrument politique ?

Pour ce qui est des personnes qui interprètent autrement les actions posées par l'Amicale, je voudrais humblement dire de voir le nombre des personnes qui adhèrent à la vision de l'Amicale et voir aussi quelle politique cela prend à partir du moment où tout le monde adhère, il faut accepter que l'Apesumat fait de la politique du développement et non le développement de la politique. L'une étant en compatibilité parfaite avec l'option de l'Amicale qui vise la mise en place d'une élite vouée au développement du département et du pays tout entier, et l'autre étant considérée comme le chantre de ceux qui veulent faire la même chose que l'Apesumat fait, mais n'ont pas d'inspiration ou même manquent simplement de volonté pour le faire et se convertissent malgré eux au chantage, à la politisation de tout acte posé par autrui et celui qui crie au voleur en voyant son nombre. Ces gens-là, il faut les éviter si l'on veut laisser quelque chose de bon à la postérité.

Quelles sont les perspectives à la veille du 20e anniversaire de l'Apesumat ?

Pour ce qui est des perspectives, pour le court et le moyen terme, il faut relire le discours du Président du Comité directeur de l'Apesumat, PEREVET Zacharie prononcé à la cérémonie de l'édition 2018 disponible sur notre Site Internet www.mayotsanaga.com/Associations/Apesumat qui se situe dans la continuité de la démarche vers l'Excellence et les réformes engagée par le Bureau exécutif afin de moderniser cet instrument de développement.



En effet, après avoir primé les meilleurs encadreurs, du primaire, du secondaire et les bacheliers, nous avons évolué vers les bacheliers et les universitaires. Dans le moyen et le long terme, le même discours parle des préparatifs du 20e anniversaire, des actions de notre Amicale qui marquera un temps d'arrêt pour évaluer le chemin parcouru et les nouvelles orientations à donner à ces actions.

Comment faire pour une adhésion totale à l'Apesumat ?

S'agissant de ce qu'il faut pour faire adhérer tout le monde, il faut retenir que cela relève de la perfection et comme la perfection n'est pas de ce monde, il faudra peut-être attendre que la population du Mayo-Tsanaga soit exclusivement constituée des anciens lauréats de l'Apesumat car les gens cherchent toujours là où se trouvent leurs

intérêts personnels immédiats avant d'agir ou d'adhérer. L'on se dit s'il y a des gens que l'on ne doit pas prier pour adhérer librement ce sont les personnes qui ont au moins bénéficié une fois. Même comme cela n'est pas non plus évident quand bien même cette condition serait miraculeusement remplie.

Mais à notre humble avis, le rythme d'acceptation est bon. Plus bon même que l'adhésion à certaines associations que nous connaissons. Votre question parle à notre place lorsque vous parlez de noble initiative. Il ne faut pas forcer la corde de peur qu'elle ne se casse. C'est dire que, quoi que vous fassiez, il y aura toujours des gens qui préféreront prendre le train quand il est déjà en marche. On ne perd rien à attendre qu'ils se décident finalement. C'est le monde qui est ainsi fait. Vivons seulement et chacun récoltera ce qu'il aura semé. ■

LALANG.

Un commerçant froidement abattu par des malfrats

Par David Wenai

Dans la nuit du 21 au 22 septembre 2018, Boubou Bouimouth, commerçant de bétails, a été tué par balle à son domicile dans le village Lalang, bourgade située à neuf kilomètres de la ville de Moutourwa, par des bandits armés. Selon des riverains, les malfrats ont opéré des tirs de sommation à plusieurs reprises pour dissuader toute intervention susceptible de nuire à leur projet. Les malfrats ont passé au peigne fin sa maison avant de quitter les lieux. Que recherchaient-ils ? De sources proches de la famille du défunt, celui-ci avait vendu quelques heures plutôt au marché de Guider, dans la région du Nord, quatre de ses bœufs. Après le retrait des bandits, les populations ont aussitôt organisé une chasse à l'homme. Une initiative qui a obtenu le concours des villages voisins. Ce sont les habitants du village Moudawa, dans le canton de Mouda qui sera les premiers à présenter des suspects. Dans leur filet, les nommés Amadou Adamou, voisin de la victime ; Yayarou Yougouda, habitant de Moutourwa sortant selon lui de son champ de mil à 04 heures du matin et Moussa habitant, du village Laf. « Les vêtements des suspects étaient mouillés. D'où sortaient-ils à cette heure ? Nous avons fait appel à la brigade de gendarmerie de Moutourwa qui est venue les récupérer », explique Magloire, frère du défunt. Le lendemain, aux alentours de 12 h, les populations ont assiégé la brigade de gendarmerie de Moutourwa dans le but d'en découdre avec les suspects, qui, avaient déjà été conduits à Maroua. Un gardé à vue a été libéré et le bâtiment détruit, malgré les tirs de sommation des gendarmes. Pour l'heure, les regards sont tournés vers la justice militaire à qui l'affaire a été confiée. ■

GOUZODOU. Les combattants avaient déjà vidé une boutique de son contenu.

L'armée repousse une attaque de Boko Haram



Des soldats camerounais.

lant avec lui devant sa boutique, tous ont pris fuite à leur vue. Ils se sont donc rués sur la boutique qu'ils ont pillée», rapporte Alhadji Bele, membre du comité de vigilance de Gouzoudou.

Le propriétaire de la boutique, Blam Bouba, petit-frère du chef du village, n'est pas le seul à avoir perdu des

biens cette nuit-là. Ceux qui veillaient avec lui ont également abandonné dans leur fuite leurs téléphones portables qu'ils étaient venus charger dans la boutique. «Ils ont probablement formé plusieurs groupes comme d'habitude puisqu'au même moment que des tirs se faisaient entendre à la périphé-

rie, un autre groupe assiégeait la boutique en toute discrétion. L'armée s'est aussitôt mobilisée pour les traquer», déclare Ousman Matakou, président du comité de vigilance de Gouzoudou. Après leur forfait, les malfrats ont replié au Nigeria emportant tout leur butin. ■

ZANGUERIE. Ils sont originaires de Mora et de Kolofata.

4 commandants de Boko Haram arrêtés par l'armée

Par D.O.

Quatre commandants de Boko Haram d'origine camerounaise ont été arrêtés par les forces de sécurité et de défense dans la nuit du 14 au 15 septembre dernier. Ils ont été cueillis à Zanguerie, au Nigeria. Conduits dans un premier temps à Amchidé au Cameroun, ils ont été par la suite transférés à Kolofata. «L'armée est partie du Cameroun le 13 au soir, a exploré les lieux et ce n'est que le lendemain qu'elle a lancé son offensive. Le camp

terroriste se trouvait dans la brousse de Zanguerie d'où partaient plusieurs attaques», explique Modou Gan, un membre du comité de vigilance d'Amchidé.

Selon diverses sources, l'armée a fait face à une forte résistance des terroristes, lesquels ne se sont rendus qu'après d'âpres combats. Quatre responsables du groupe terroriste ont été arrêtés et plusieurs armes à feu saisies. Les quatre personnes arrêtées et conduites à Amchidé sont originaires des localités de Mora et de

Kolofata. «Ce sont des gens que nous connaissons bien et qui vivaient parmi nous par le passé. Sanda Oumar et Bana Ousman sont respectivement natifs de Bia et de Cherferi dans le canton d'Amchidé. Boundi Sloum et Massa Alhadji sont quant à eux originaires de Kasmouri et de Tcharmari dans l'arrondissement de Mora. Tous les quatre occupaient le rang d'officier supérieur dans les rangs de la secte», conclut Modou Gan, membre du comité de vigilance d'Amchidé. ■

Par Douwore Ousmane

Des dizaines de combattants de Boko Haram ont mené une incursion dans la localité de Gouzoudou dans la nuit du 21 au 22 septembre dernier. Ils s'en sont pris à la plus importante boutique de la localité qu'ils ont complètement vidée. «Nous avons aperçu un groupe d'individus s'introduire dans le village aux environs de 22h. Ils cherchaient à traverser le radier où mon collègue et moi étions

postés. Nous avons voulu les identifier à l'aide de nos torches, mais ils ont immédiatement ouvert le feu sur nous. Heureusement pour nous, ils n'ont pas ajusté leurs tirs et nous avons rampé pour atteindre un champ de mil. Ils ont progressé vers l'intérieur du village en direction de la boutique du petit-frère du chef du village. Il n'était que 22 heures du soir. Et comme toutes les nuits, des amis lui tenaient compagnie en veil-

République du Cameroun
Paix - Travail - Patrie

Ministère des Finances

Republic of Cameroon
Peace - Work - Fatherland

Ministry of Finance

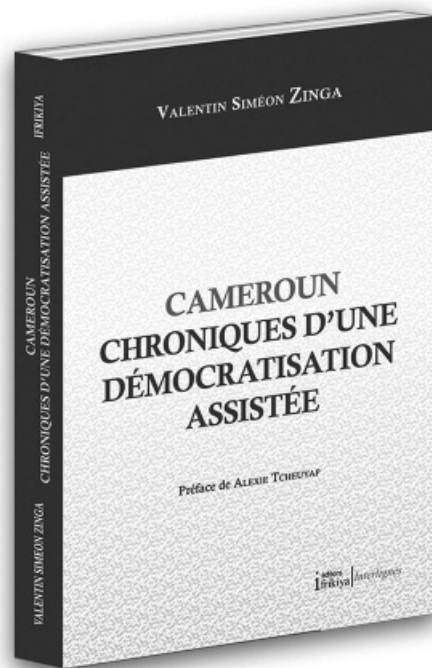
COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Le Ministre des Finances, Louis Paul MOTAZE, procède à l'installation des responsables nouvellement nommés dans son département ministériel, le mardi 25 septembre 2018 à partir de 11 heures au palais des Congrès de Yaoundé./-

VIENT DE PARAÎTRE

Cameroun Chroniques d'une démocratisation assistée

Le nouvel ouvrage de Valentin Siméon ZINGA



"Dans un contexte où l'information subit les contraintes de la production industrielle, il est difficile pour les historiens du présent que sont les journalistes d'avoir une réflexion approfondie sur la dynamique des rapports sociaux, en général, et sur le fait politique, en particulier. Avec Cameroun. Chroniques d'une démocratisation assistée, VZ a réussi cet exploit. Compendium de plusieurs décennies de bonnes feuilles journalistiques, ce livre est déjà, pour cela, une contribution majeure à l'intelligence de notre espace commun, voire de notre vivre ensemble."

Alexie TCHEUYAP,
Professeur, University of Toronto

Sortie le 13 mars 2018

Présent
dans les librairies de
Yaoundé et Douala

éditions
Ifrikiya

Mémoire de la jeunesse camerounaise du Septentrion pour un réel contrat social

Mus par l'idéal de l'Unité nationale, que le Cameroun reste un et indivisible ;

Considérant que les Camerounais du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest restent égaux en droits et en devoirs ;

Convaincus de l'Etat camerounais reste l'unique garant de la sécurité de tous les Camerounais sans distinction aucune ;

Résolument convaincus du bien-fondé de cette démarche ;

Soucieux d'accompagner et de protéger la devise de notre cher pays ;

Nous décidons de soumettre un **MÉMOIRE DE LA JEUNESSE CAMEROUNAISE DU SEPTENTRION POUR UN RÉEL CONTRAT SOCIAL.**

ÉTAT DES LIEUX

Après plusieurs décennies d'aliénation, de marginalisation et d'instrumentalisation, aussi bien par une minorité d'« élites » autocratiques, foncièrement égoïstes et népotistes, que par une politique gouvernementale partielle et discriminatoire, la jeunesse du Nord-Cameroun revendique résolument un changement substantiel de ses conditions de vie, et la prise en compte effective de ses potentiels et forces dans la marche de la Nation, en termes de sa représentativité et de sa participation aux pouvoirs décisionnels et orientations stratégiques qui déterminent son avenir dans les concerts régional et national. Lassée d'être confinée au rang de « bétail électoral » par les politiciens pour qui elle n'existe qu'en période électorale, abandonnée à son triste sort à la solde des maux sociaux devenus pour la plupart endémiques, dont précarité, fléaux divers, insécurité, chômage, injustices sociales, la jeunesse du Nord-Cameroun s'insurge vertement contre une volonté pétrée de cynisme, qui obscurcit funestement son avenir, condamnant ses aspirations légitimes à des incertitudes des plus dommageables de sa raison d'être citoyenne ! Agissant par affinité clanique, les politiciens et « élites » du Nord-Cameroun en sont désormais obsédés par le souci de pérennisation de leurs intérêts personnels au détriment de la jeunesse assignée en perdition, la majorité démographique dont ils se réclament pourtant représentants et interlocuteurs auprès d'un pouvoir central qui semble s'en accommoder fort bien. Voilà qui fonde une crédibilité qui n'en est pas une ! Déconnectés des réalités quotidiennes des populations en général et de la jeunesse en particulier, ils doivent leur hégémonie aux pratiques occultes, clientélistes, truccages, népotisme, favoritisme, achats de consciences, chantages, manipulations, intimidations, meurtres, pour citer leurs exactions des plus courantes.

ANALYSES

A l'évidence, la paupérisation du Septentrion est une volonté entretenue par une catégorie d'individus sans scrupule et sans état d'âmes, réduisant la jeunesse par pans entiers à l'humiliation, à la mendicité et à l'avi-lissement des plus criards. C'est clairement à dessein que ces « élites » ne pensent généralement pas à la promotion de l'éducation, des nouvelles technologies de l'information et de la communication (radio, TV, internet), et de la santé dans leurs aires d'origine. Il s'agit ici d'en abrutir autant que possible ! Conséquence dans le Sud du pays, la jeunesse du Nord-Cameroun fait office des citoyens de seconde zone auxquels sont réservés les tâches les plus minables et déshonorantes à l'instar de cireurs de chaussures, pousseurs, vendeurs à la sauvette, coupeurs d'ongles, gardiens, ferrailleurs, alimentant comme par ricochet les préjugés des plus tenaces dont font l'objet les ressortissants de la vaste région. Que de destins broyés, fauchés sur l'autel d'intérêts hostiles aux valeurs de la République, nuisibles aux aspirations communes de l'unité

nationale et du vivre-ensemble. Voilà le sort qui leur est réservé, quand ils ne finissent pas en chair à canon au sein de l'armée dite nationale qu'ils intégreront en désespoir de cause, curieusement aux premiers rangs des fronts indépendamment des zones de conflits !

Plus que jamais, les jeunes du Septentrion veulent absolument rompre avec le stéréotype de vanupieds et de laissés-pour-compte, littéralement passés à la moulinette, au compte de pertes et profits dans leur propre pays ! Ils aspirent impérativement à un épanouissement holistique et une participation équitable à tous les niveaux de la gouvernance, de l'économie, de l'éducation, des événements culturels et sportifs au même titre que les jeunes des autres régions à travers une considération globale et définitive qui prenne en compte les réalités et handicaps qui les maintiennent en marge de la dynamique collective et de la construction sociale légitimes que leur doit le Cameroun en leur qualité de citoyens à part entière, libres et égaux.

Initiatives gouvernementales biaisées dans le Septentrion

L'Etat s'est engagé par lui-même devant tous les citoyens sans distinction aucune, dans la mise sur pied de la Politique Nationale de Population, actualisée en 2002 avec la participation de toutes les couches de la société camerounaise. Aussi faut-il le rappeler ici, le but visé par cette politique est :

« D'améliorer le niveau et la qualité de vie de la population dans le cadre d'un développement durable, en conformité avec la dignité humaine et les droits fondamentaux de l'Homme, en assurant notamment l'adéquation entre la croissance démographique et les ressources disponibles et accessibles. »

Aussi l'Etat camerounais s'est-il donné pour missions :

*« Améliorer l'état de santé de la population en général, en particulier la santé des mères et des enfants ;
Promouvoir l'éducation de base pour tous, et celle des filles en particulier ;
Renforcer la lutte contre le chômage ; Promouvoir l'égalité et l'équité entre les sexes ;
Promouvoir l'occupation rationnelle de l'espace et la préservation de l'environnement ;
Améliorer les conditions nécessaires à l'épanouissement et à la sauvegarde de la famille et de l'individu ;
Améliorer les conditions de mise en œuvre et de suivi/évaluation des programmes de population. »* (Enquête démographique et de santé et à indicateurs multiples (EDSMICS) 2011)

Cependant, en dépit de la publication d'objectifs louables et la mise sur pied de plans d'aide sporadiques, les régions du Septentrion présentent les performances aussi inquiétantes qu'alarmantes :

« Plus de 60% de ménages vivent avec moins d'un dollar par jour, Seule 28.9% de la jeunesse est scolarisée, »

« Le taux de chômage oscille autour de 67% contre 38% dans certaines régions du territoire national. »

« Plus de 1000 femmes décèdent sur 100 000 naissances vivantes, contre 728 pour la moyenne nationale. » (Enquête

Démographique et de Santé et à Indicateurs Multiples (EDS-MICS) 2011)

Elites préfabriquées et ses conséquences

L'échec des actions et des politiques gouvernementales dans le Septentrion est dû à l'éloignement, à la déconnexion voire à l'indifférence des « élites » et à l'insensibilité du pouvoir central vis-à-vis des cris répé-

tifs de la majorité opprimée, paupérisée et muselée.

Les élèves des écoles maternelles, primaires et secondaires sont dans bon nombre d'établissements ou indiqués comme tels, logés dans des hangars à la solde des intempéries, assis sur les morceaux de pierres qui font office de table-bancs avec des enseignants en majorité volontaires, payés par les parents. Les bibliothèques, laboratoires et salles de travaux pratiques restent un luxe dans cette partie du pays. Les chantiers de construction d'établissements sont pour la plupart abandonnés ou jamais entamés par des opérateurs véreux, sans foi ni loi, ayant sous-traité leurs marchés avec la complicité d'un système bienveillant.

L'entrée dans les grandes écoles de formation reste l'apanage de certaines familles, clans et pontes établis depuis les indépendances. Cette ségrégation produit et met en contraste au quotidien la pauvreté aiguë et permanente de l'écrasante majorité des populations en perte de repères, que côtoie l'opulence démesurée d'une minorité à la voracité de criquets pèlerins.

Pendant que les hôpitaux de référence se marchent les unes sur les autres dans certaines régions, aucune formation sanitaire de cette gamme n'est fonctionnelle dans le Septentrion (Ngaoundéré, Garoua et Maroua). Les hôpitaux et les centres de santé font face à un déficit criard en personnel et connaissent des ruptures fréquentes en médicaments de base. Une grande partie de la population en général, les femmes et les enfants en particulier, doivent parcourir de longues distances pour espérer bénéficier des soins primaires. Les populations ne disposent d'aucun plan de lutte contre le choléra, la méningite, et la malnutrition, qui sont des maladies courantes dans cette partie du Triangle national en bute aux affres périodiques des épidémies basiques établies durablement comme par fatalité, en terrain conquis. L'accès à une consultation spécialisée reste quasi inexistant, d'où la mort presque assurée pour beaucoup de Camerounais du septentrion en cas de survenance d'une urgence nécessitant l'intervention immédiate d'un spécialiste de réputation établie.

Par ailleurs, l'exode rural massif des jeunes du Septentrion vers les centres urbains à l'instar de Douala et de Yaoundé observé ces dernières décennies, est l'une des manifestations logiques du malaise et de la misère dont ils sont victimes dans leurs terroirs : peu d'opportunités de formation, peu d'emplois, recrudescence d'épidémies et d'endémies, manque de possibilités de divertissement, en bute contre les affres climatiques. Bref, l'épanouissement holistique des jeunes du Septentrion n'est pas pris en compte dans les préoccupations des « élites » et du pouvoir central sponsorisant à grands frais et laxismes leurs errances !

Région industriellement sinistrée

Les politiques d'industrialisation au Cameroun marginalisent le Septentrion qui demeure jusqu'ici avec quelques sociétés d'Etat installées au lendemain de la période coloniale, dont Sodocoton, Brasseries du Cameroun, et bien sûr l'agonisante SEMRY. Cette dernière, initialement destinée à approvisionner du riz à toute la population camerounaise, ne parvient pas à nourrir ne serait-ce la population de l'Extrême-Nord.

Le projet d'exploitation de la zone franche de DJAMBOUTOU dans le Nord, opportunité idoine d'attraction des investisseurs pour implanter les usines et contribuer à l'émergence de cette région, n'émeut ni les décideurs, encore moins les politiques et les hommes d'affaires.

CAMAIR-CO est une entreprise à fonds publics, et donc financée par les contribuables camerounais. Le chiffre d'affaires de la compagnie en lignes intérieures est sans aucun doute à

l'actif de près de 90% de ses clients qui sont ressortissants du Septentrion. Qui du pourcentage d'employés de l'entreprise issus de cette même région, 2%, pas plus et encore pour des postes brouillilles de faire-valoir ! Ce n'est pas une question de compétences, non ! Une simple question de discrimination, de mépris et rien d'autre ! Voilà une belle idée mise en œuvre pour ponctionner de pauvres clients pris en étau entre la voie aérienne onéreuse et les voies terrestres chaotiques, longues, aléatoires et éprouvantes ! A la différence du statut de l'entreprise, CAMRAIL ne dit pas autre chose ! Au même titre que CAMAIR-CO, elle ne propose que ce funeste tableau digne d'un crime socio-économique ! Outre l'état déplorable des routes dites nationales, sans oublier les routes secondaires dont l'état préhistorique se passe des commentaires, l'électrification et l'adduction en eau potable demeurent dans cette vaste région exsangue une vue de l'esprit pour la jeunesse rurale camerounaise du Septentrion réduite à se disputer les quelques points d'eau subsistant encore au plus fort de la saison aride avec les bétails.

CONSTATS ET RESENTIS

De telles situations ne font qu'exacerber la frustration au sein de la jeunesse camerounaise du Septentrion trahie tant par leurs « élites » que par le pouvoir central. Car même quand elle est compétente, elle reste à tous les niveaux mise à l'écart, dans la magistrature, dans l'administration centrale et locale, dans l'armée, dans l'enseignement supérieur et la recherche scientifique, pour ne citer que ces secteurs.

Les recrutements, les appels à candidature et les nominations se traitent dans les réseaux informels népotistes, clientélistes et élitistes au détriment de la majorité des jeunes méritants, talentueux, travailleurs, ambitieux et patriotes.

L'agriculture est restée rudimentaire depuis toujours. Toutes les recherches avérées menées par les étudiants des grandes écoles du Septentrion pour la transformation des produits locaux depuis des décennies sont restées dans les archives des universités au grand dam des populations.

Les projets et initiatives gouvernementaux en faveur de la jeunesse annoncés à grands renforts de sons et de trompettes, n'ont jusqu'ici été accessibles qu'à une certaine classe de « privilégiés » pour des résultats dérisoires sur le terrain.

Les priorités environnementales jadis portées par l'initiative « SahelVert » sont rangées aux calendes grecques pendant que la désertification progresse au galop.

Il est grand temps que l'Etat camerounais réagisse enfin aux cris des jeunes du Septentrion. Il est plus que jamais opportun d'avoir une classe d'« élites » épris d'un sens de devoir, résolument dévouées aux causes de leurs populations avilées et meurtries.

ATTENTES URGENTES

De ce fait :

Nous refusons l'instrumentalisation des jeunes du Nord-Cameroun ! Nous ne voulons plus des leaders prédateurs/capteurs de fonds publics à de fins personnelles et népotistes !

Nous voulons le changement avec les moyens et les politiques légaux et équitables, gages de la réussite pour tous les jeunes sans discrimination quelconque ;

Nous voulons la création et l'accompagnement urgente d'une classe nouvelle, classe de jeunes aux valeurs universelles basées sur le travail, la compétence, le sens de l'éthique, le souci de l'intérêt collectif, le respect des valeurs républicaines et d'un patriotisme certain ;

Nous voulons que toutes les sensibilités sociologiques soient prises en

compte dans toutes les décisions de nomination, de recrutement, de promotion, et ce, sur la base d'une politique volontariste et progressiste, résolument établie et mise en œuvre à tous les niveaux décisionnels ;

Nous voulons qu'une action gouvernementale forte soit mise sur pied pour accompagner les familles qui ont presque tout perdu dans les attaques de Boko-Haram dont elles ne maîtrisent ni les tenants encore moins les aboutissants d'une crise qui a élu la mentalité domicile en leur sein, et dont elles sont des victimes patentées. Doivent-elles en subir davantage une catastrophe que leur vaut leur qualité de natives d'une région partie intégrante et indivisible du pays qui est le leur ? L'Etat ne devrait pas sous aucun prétexte perpétuer une double injustice physique et morale, qui engage sa propre autorité à l'épreuve de l'Unité nationale pour des générations sans doute à venir !

Nous voulons que les actions de nos parents à travers les comités de vigilance soient enfin soutenues par une reconnaissance nationale et des allocations mensuelles reconnues et établies. Notre vision est de mettre sur pied un cadre de vie humain et acceptable au Septentrion.

Que l'éducation publique de qualité sans frais reste un droit pour tous les jeunes camerounais sans distinction ;

Que la santé de qualité soit disponible et garantie à tous ;

Que la sécurité soit garantie et reste le socle du développement pour tous ;

Que le septentrion suscite autant d'envie que Kribi ou Limbé ;

Que Douala et Yaoundé ne soient plus un eldorado rêvé pour nous ;

Que le train de l'émergence démarre et arrive avec la jeunesse du Nord-Cameroun.

ACTIONS LOCALES FUTURES ET SANS PREAVIS QUELCONQUE !

Il va sans dire qu'en situation de détresse, acculée à la dérive et à l'avi-lissement, la jeunesse du Septentrion fait désormais face à elle-même, décidée à assumer par elle-même son propre destin dans l'esprit de ses aspirations légitimes. Elle unira ses forces pour barrer massivement la voie aux soi-disant élites et pontes qui ont tant maintenu la masse en état de paupérisation aigüe, humiliante et deshumanisante depuis des décennies.

Aussi n'entend-elle plus jamais les recevoir et prêter le flan pour quelques raisons que ce soient, car l'heure du réveil a plus que jamais déjà sonné, et c'est bien de son destin qu'elle en sera désormais résolument maîtresse.

En somme, elle exige un plan de développement d'urgence budgétisé, porté par une commission d'interlocuteurs fiables en sa faveur, basé sur la redynamisation des sept (07) points ci-après :

1. L'éducation et la santé ;
2. L'agriculture et l'élevage ;
3. La sécurité ;
4. Les infrastructures (culturels, sportifs, etc.) ;
5. L'indemnisation des victimes de guerre ;
6. Le suivi indépendant des actions gouvernementales dans le septentrion ;
7. La prise en compte de toutes les sensibilités sociologiques du Nord-Cameroun dans les gouvernances centrales et locales, et dans les entreprises dites publiques à l'instar de CAMAIRCO où l'indécence en appelle à l'urgence !

Ces actions devront arrimer la jeunesse camerounaise du Septentrion à la jeunesse du Cameroun afin de garantir les idéaux de paix, de justice et d'équité dans notre cher pays ! Elle saura en juger, bien entendu, cartes sur table et sans compromis ! ■

Par le Prof. Same Kolle, chef du département de psychologie à l'université de Douala.

Contribution à la création d'une conscience nationale camerounaise

«Y'a-t-il beaucoup de crevettes chez vous ?» Bon nombre de Camerounais ont sans aucun doute entendu cette lancinante question, chaque fois qu'ils déclinent le nom de leur pays devant des ressortissants brésiliens, portugais ou lusophones en général. La crevette semble ainsi représentative, dans la langue portugaise, de l'identité nationale camerounaise. Qu'on l'écrive Cameroon, Kamerun ou Cameroun, il n'existe à ce jour aucune contestation de cette appellation. L'unanimité semble de mise quant à l'appartenance à ce patronyme/éponyme. S'il y a ainsi quelque chose qui unisse inconsciemment les Camerounais, et ce au-delà des autres emblèmes, des devises ou de l'hymne national, c'est bien le nom de notre pays. Or ce nom, étymologiquement et en référence à la lusophonie, est identifié à une crevette. «Nous sommes ou serions des crevettes» !

La crevette est ou serait notre «totem», c'est-à-dire cet être mythique pouvant être un animal, un végétal ou un objet naturel, considéré comme l'ancêtre éponyme d'un clan ou d'un peuple, ainsi que son esprit protecteur et vénéré comme tel. Englué dans notre anglophonie ou notre francophonie, nous n'avons pas une conscience marquée de cette proximité ontologique. Tout comme n'existe aucune vénération ou de référence protectrice liée à la crevette, et partagée dans l'imaginaire populaire camerounais. Où sont les chants et légendes, les épopées et contes, les proverbes et adages, les histoires et vaudevilles, etc., y faisant allusion ? Qu'évoque la crevette chez le Moundang ou le Peuhl, le Dii ou le Maka, le Bene ou l'Eton, le Mabi ou le Bakoko, le Bamoun ou le Babouantou, le Barumbi ou le Mezam, le Banyangi ou le Bafang, etc. ? Nous avons posé la question à certains des représentants de ces ethnies. La réponse arrive toujours ainsi, désespérante : «rien», ça n'évoque rien ou presque.

C'est tout juste qu'au détour



des livres d'histoire du primaire, une évocation très rapide de l'arrivée d'un navigateur portugais du nom de Fernando Pô, qui découvre, recouvrant toute l'estuaire du fleuve Wouri, au mois de juillet ou d'août de l'année 1472, des crevettes particulières localement appelées mbea toe. De là notre fameux Rio dos Camaroes. La belle petite histoire, nous la connaissons tous ; mais tous, nous nous arrêtons là. Et quoi d'autre ? Le nom de notre pays vient de là certes, «Et alors !?». Oubli collectif d'une naissance ? Refus partagé d'une origine ? Négation inconsciemment acceptée d'une appartenance ?

Nous intervenons donc ici, non pas en connaisseur ou révélateur d'une vérité cryptée que nous entreprendrions de dévoiler, mais en tant que spécialiste des sciences humaines. Et ainsi, avec la distance et l'objectivité qui siéent à notre pratique scientifique, nous posons une question, simple en apparence, mais à nos yeux fondamentale. C'est la suivante : Peut-on affirmer être camerounais (kamerunais, camerounian) et ne pas asseoir, ou surtout entreprendre de construire

une identité camerounaise sur l'éponyme camaroes, c'est-à-dire sur la crevette mbea toe ?

Nous l'avons dit, nous n'avons pas de réponse toute faite à cette question. Nous constatons cependant que les nations sont des constructions. Elles ne sont pas des données intemporelles ; ce sont des inventions et qui, parfois, dépérissent et meurent. Si l'on observe la carte européenne, plusieurs d'entre elles ont disparu et ont laissé la place à des États plus petits. Il est possible qu'un jour la Belgique, comme l'Espagne ou l'Allemagne ou encore la Suisse, disparaissent, et que les noms «Allemagne, Belgique Espagne ou Suisse», ne soient plus que des noms de l'histoire européenne, ne correspondant plus à aucune réalité géopolitique. La Belgique l'Allemagne et la Suisse ne sont, après tout, que des inventions du XIXe siècle, tout comme le nom «Cameroun» l'est au tout début du XXe.

Mais la nation camerounaise n'existe pas, elle est à construire, si tant est que le pouvoir politique, quel que soit-il, veuille sceller la conscience d'une appartenance commune.

Comment contribuer à définir des symboles unitaires dans la construction d'une identité partagée par toutes les composantes du Cameroun ?

Il s'agit de procéder à l'invention ou à la construction d'un «mythe d'origine». En effet, Le «mythe d'origine» est le socle du lien social de l'Etat-nation. Il est basé sur l'idée de souveraineté populaire. Elle a un objectif, un contexte et une démarche.

- Son objectif est de donner des racines idéalisées, pour démontrer qu'il n'y a pas de «naissance», mais simplement un «réveil» ou une «renaissance» du «peuple» et de sa nation, définis comme intemporels.

- Le contexte consiste en un choix hautement politique et symboliquement libérateur, sans préoccupation particulière pour une «vérité historique». Dans ces deux premiers points, la découverte portugaise du Rio dos Camaroes ne sera qu'un fait, une péripétie anecdotique de notre histoire. Les Portugais viennent découvrir quelque chose qui existe déjà. La crevette a en effet toujours été dans notre histoire, dans notre culture, dans notre tradition, elle tapit les fonds mémoriaux de nos contes et légendes. Nous aurons ainsi produit un «construit social», une invention identitaire dont nous ne nous soucierions pas de la véracité historique. Seule compte son emprise dans notre inconscient collectif et dans notre imagerie populaire, œuvrant ainsi à la construction unificatrice de notre nation.

- La démarche est de trouver, dans un processus «d'invention de la tradition et de la coutume», un récit légitimant la présence dans une zone donnée où l'occupation d'un territoire crée une cohésion sociale et suscite la fierté d'être «citoyen» de cette entité.

Ces mythes fondateurs existent dans la plupart des nations. Un travail d'inventaire et de

répertoire de ceux-ci peut à cet effet être effectué par des historiens, des sociologues, des anthropologues et des archéologues. Le principe sera de dégager des éléments ayant concouru à l'invention de ces différents mythes fondateurs, leur socle commun et la manière par laquelle ils peuvent servir de modèles à l'élaboration d'un mythe similaire dans le contexte national camerounais. Les psychologues peuvent être invités à décrire comment s'opère le processus d'intériorisation psychologique de ces mythes, les juristes peuvent rendre compte de leur codification dans les sceaux et emblèmes nationaux, etc.

Le symbole de cette invention ou de cette construction peut, dans le cas du Cameroun qui nous concerne, être pris dans ce qui constitue une réalité marquante de la naissance du nom de ce pays. Il en a ainsi été du mythe du Highlander en Ecosse, ou de Nos ancêtres les Gaulois en France. En 1854, Ferdinand Keller, répondant aux attentes d'une société suisse éclatée, crée un mythe rassembleur d'un «peuple lacustre» ancien, qui constituera le fondement de la nation suisse.

La proposition que nous faisons consiste à rechercher, anthropologiquement, sociologiquement, linguistiquement, archéologiquement ou historiquement, dans chaque pan de la mosaïque des peuples camerounais, des éléments en lien avec la crevette. Il faudrait travailler à trouver et à légitimer une «universalité contextualisée» de la crevette au Cameroun, et surtout travailler à y faire adhérer toutes les ethnies et tous les peuples de notre entité nationale. Ce travail est culturellement et politiquement possible, étant donné l'acceptation unanime de cet éponyme ; il est surtout et sans aucun doute urgent, en raison de la terrible déliquescence du tissu national et du repli identitaire, ethnique ou tribal, désormais prégnant dans notre pays. ■



« Internet Méga rapide par satellite
à partir de 24.900 FCFA/mois,
partout au Cameroun,
partout où vous voyez le ciel... »





 **Observateur
d'un jour**

Présidentielle 2018

Soyez Observateurs d'un jour.

Avec vos photos et vidéos, où que vous soyez,
faites vivre l'élection du 7 octobre dans votre
bureau de vote sur la page facebook

DE GUIBAI GATAMA

